

« Zo Hiteny », Dream'in TV, 6 décembre 2025 – Transcription en français

Bleu : Présentateur

Noir : Invité de l'émission

0:00 : *Musique d'introduction de l'émission*

0:17 : C'est samedi soir, le 6 décembre 2025. Bonsoir, mesdames et messieurs.

0:25 : Bienvenue dans cette émission où nous recevons, une fois de plus, un invité.

0:30 : Aujourd'hui, c'est un numéro spécial de *Zo Hiteny* (Droit à la parole). Nous allons parler de l'exploitation des ressources naturelles dans la région Anosy, en nous concentrant sur l'extraction d'ilménite.

0:47 : Cette exploitation d'ilménite dure depuis plusieurs années, plus précisément à Fort-Dauphin, dans la région Anosy.

0:59 : Les organisations de la société civile suivent de près la situation et les activités minières à Fort-Dauphin.

1:10 : C'est donc de cela que nous allons parler aujourd'hui, car dans toute discussion sur la refondation nationale, il y a toujours la question de savoir comment faire en sorte que les ressources naturelles d'un pays profitent et reviennent à sa population. Aujourd'hui, nous allons voir quelle est la réalité dans la région Anosy.

1:30 : La semaine dernière, nous avons parlé du nord de l'île, où se déroule actuellement une extraction de terres rares que la population locale n'a pas encore pleinement acceptée, vu la situation actuelle.

1:43 : C'est donc la raison pour laquelle nous avons invité M. Masimana Gahidi Marenjaka, président régional de la plateforme des OSC de la région Anosy.

1:56 : Bonjour, Monsieur. Merci beaucoup, et bienvenue dans l'émission *Zo Hiteny*.

2:01 : Bonjour, Monsieur Harinjaka. Nous sommes très heureux de pouvoir nous exprimer ici aujourd'hui, car nous attendions ce moment depuis longtemps.

2:19 : Tout d'abord, je voudrais saluer tous ceux qui nous suivent sur Dream'in TV, en particulier tout le monde dans l'Anosy. Bonsoir à tous.

2:28 : Nous sommes ici pour parler, analyser et clarifier ce qui se passe exactement dans l'Anosy. Cette enquête a été menée par la « société civile », un nom sous lequel la population de l'Anosy nous connaît.

2:46 : C'est notre sujet du jour. Mais avant d'y entrer, je devrais peut-être faire une brève introduction sur la région Anosy.

2:55 : *Allez-y.*

2:56 : Notre région Anosy est très riche. Elle s'étend sur 200 km de littoral et est connue pour son agriculture, notamment les letchis, qui sont actuellement en pleine saison et abondants.

3:18 : Au-delà de cela, nous cultivons aussi la vanille. En plus des cultures, nous pratiquons également l'élevage. Grâce à notre long littoral, la pêche est aussi importante. Ce sont là toutes nos principales ressources, dont nous sommes fiers.

3:34 : Mais l'objet de notre discussion d'aujourd'hui, c'est l'ilménite. Oui, il y a de l'ilménite là-bas, dont nous sommes fiers depuis les années 1980. Elle a d'abord été exploitée par une entreprise appelée Kitfer.

3:52 : Puis, voyant les ressources abondantes de la région Anosy, ils ont décidé d'exploiter l'ilménite. Ils en ont réalisé le véritable potentiel après une étude menée en 1986. Ils ont commencé à demander l'autorisation du gouvernement en 1997. Puis, en 1998, ils ont obtenu l'autorisation. Ensuite, il y a eu une Convention d'établissement.

4:24 : La Convention d'établissement est essentiellement une loi qui régit la production d'ilménite pour l'entreprise. À l'époque, il s'agissait de Kitfer, qui est ensuite devenue Rio Tinto QMM. En 1998, grâce à la Convention d'établissement 98-002, ils ont été autorisés à exploiter pendant 25 ans, période durant laquelle ils sont censés extraire l'ilménite.

4:57 : Ils ont ensuite commencé à mettre en place les installations et les travaux connexes. En 2005, ils ont commencé à construire les infrastructures, à savoir le port en eau profonde et l'usine de Mandena.

5:14 : En 2009, ils ont commencé à exporter l'ilménite issue des opérations minières. Globalement, l'entreprise produit environ 500 000 tonnes d'ilménite par an.

5:32 : Vers 2017, au lieu d'exploiter l'ilménite et/ou le zircon comme prévu, ils ont fini par exploiter la monazite.

5:46 : La monazite est en réalité un minéral très rare et radioactif, contenant de faibles quantités de radioactivité. Cette propriété la rend nocive pour la santé des personnes qui y sont exposées.

6:01 : De plus, la Convention d'établissement a été renouvelée en vertu de la loi 23-017.

6:13 : Un peu après le Code minier, qui est la loi n° 23-007. Une petite mise en garde : quand nous, les OSC, lisons la loi — bien que nous ne soyons pas des juristes — nous sommes tout de même capables d'en interpréter certains détails.

6:32 : Ainsi, nous avons constaté que le mot employé est « minerais » plutôt que spécifiquement « ilménite », ce qui signifie que tous les minerais extraits peuvent être exploités — pendant 25 ans.

6:43 : C'est là la situation générale de l'entreprise sur place.

6:48 : Et cela donne un bref aperçu de l'entreprise et des activités minières à Fort-Dauphin.

6:56 : La réalité d'aujourd'hui est complètement à l'opposé de ce qui a été communiqué au sujet de la région Anosy, en particulier concernant l'exploitation de l'ilménite, mais aussi des minerais en général.

7:14 : Les exploitants affirment que leur présence à Fort-Dauphin est en réalité bénéfique pour la population locale, la société et l'économie. Selon eux, ces bénéfices existent bel et bien à Fort-Dauphin.

7:31 : Pour être plus précis, ils vont jusqu'à affirmer qu'il n'y a eu aucune coupure de courant localement depuis que l'entreprise a commencé à exploiter à Fort-Dauphin. L'approvisionnement en électricité a été suffisant, et l'entreprise est l'une de celles qui l'assurent.

7:49 : Beaucoup de statistiques connexes ont également été publiées.

7:57 : Par exemple, la scolarisation des enfants. Je peux voir ici même que beaucoup de choses sont effectivement évoquées à ce sujet.

8:11 : Mais j'aimerais maintenant connaître votre point de vue, en tant qu'organisations de la société civile. Comment voyez-vous la situation actuelle ?

8:22 : L'activité minière est-elle réellement bénéfique pour la population locale, l'économie et la société ?

8:30 : Merci beaucoup pour la question. L'implantation de l'entreprise visait normalement à promouvoir le développement, mais la principale préoccupation est de savoir si cela profite réellement à la population, ou seulement à leur propre profit.

8:49 : Globalement, de mon point de vue, nous avons également essayé de mener notre propre enquête depuis son implantation. Nous avons publié un petit rapport d'évaluation intitulé « Rio Tinto QMM — 15 ans d'exploitation, observations et réalité — 2025 ».

9:11 : Autrement dit, comment les choses se sont-elles passées ces 15 dernières années ? En effet, cela a apporté du développement, puisque son arrivée a conduit à la construction d'un port en eau profonde dans notre région.

9:25 : Par ailleurs, un projet de développement — le Pôle intégré de croissance — a été mis en place dans notre zone, ce qui devrait également apporter des aspects visibles de développement.

9:35 : D'un point de vue économique, le taux de pauvreté dans la région Anosy était d'environ 74 % en 2005. En 2022, il y a seulement trois ans, ce taux est passé à 92 %.

10:06 : C'est quelque peu paradoxal, au regard du développement.

10:00 : De plus, la région Anosy est devenue la troisième région la plus pauvre.

10:19 : Donc globalement, il y a un développement visible, mais quand on regarde ces données — que nous n'avons pas créées nous-mêmes, mais que nous avons recueillies auprès de l'INSTAT et d'autres organismes menant des enquêtes dans la région Anosy —

10:37 : Qu'est-ce qui pourrait expliquer le fait qu'il y ait une grande entreprise, et pourtant le taux de pauvreté dans votre région ne cesse d'augmenter ?

10:47 : Personnellement, c'est la raison pour laquelle j'ai mis en évidence un mot dans le rapport : riche. L'Anosy est une région prospère, mais le contrat social mérite qu'on s'y penche.

11:02 : Le tort n'est pas imputable aux ressources minérales exploitées. Nous devrions plutôt examiner minutieusement le contrat social : qu'est-ce qui a causé cela, et les mesures prises étaient-elles appropriées ou non ?

11:15 : Le contrat social comporte de nombreuses dispositions, et plusieurs étapes ont été suivies avant l'extraction de l'ilménite : la réalisation de consultations publiques, l'étude d'impact environnemental, puis les Termes de référence (ToR), ainsi que le Plan de gestion environnementale et sociale (PGES).

11:31 : De nombreux documents, presque un millier de pages chacun, sont publiés chaque année en fonction des engagements pris par l'entreprise.

11:42 : De notre point de vue externe, alors que nous essayons d'obtenir des informations auprès de l'entreprise mais en vain, nous avons le sentiment que cela ne profite pas vraiment au grand public, mais à quelques personnes seulement.

11:59 : Cela explique pourquoi le taux de pauvreté était de 74 % en 2005 et de 92 % en 2022. C'est globalement ainsi que je vois les choses de l'extérieur, et je dirais que la plupart des habitants de Fort-Dauphin seraient probablement d'accord avec cela.

12:18 : Alors, quels peuvent être considérés comme les principaux problèmes liés à cette activité minière dans la région Anosy ? Des rumeurs circulent selon lesquelles l'eau serait polluée, etc.

12:32 : Quels sont-ils exactement ? Beaucoup de gens se plaignent que l'entreprise n'embauche pas de travailleurs locaux, et ainsi de suite.

12:39 : Qu'en est-il de la mise en œuvre des Termes de référence, qui devraient déjà être pleinement appliqués sur le terrain à l'heure actuelle ?

12:51 : Merci beaucoup. Vous dites que « l'eau est polluée, les Termes de référence... »

12:56 : Eh bien, ce sont des rumeurs dans la région, mais maintenant vous pouvez clairement expliquer les véritables problèmes liés à cette activité minière.

13:03 : Tout d'abord, historiquement, avant 2022, les OSC se contentaient d'observer, pensant que les choses avançaient, voyant beaucoup de pick-up circuler par ici, et supposant qu'ils favorisaient le développement.

13:21 : Mais à partir du rejet d'eau par l'entreprise, 1 million de m³ en 7 semaines a été déversé dans le lagon d'Andrakaraka, aujourd'hui publiquement connu pour être pollué.

13:39 : Cela fait presque 7 mois que cette eau dégage une mauvaise odeur. Mais nous en reparlerons vers la fin de l'émission.

13:47 : Après avoir constaté cela, et remarqué comment les choses évoluaient, nous avons essayé d'enquêter pour comprendre la situation réelle, et nous avons commencé à découvrir de multiples problèmes liés aux Termes de référence.

14:08 : Les Termes de référence ne correspondent pas vraiment à la réalité. Nous avons donc décidé de demander à nous impliquer directement, et à travailler ensemble dans le suivi, avec l'équipe de suivi ou le comité de suivi qu'ils ont mis en place.

14:22 : Notre demande a été refusée — ils ont dit que nous ne pouvions pas le faire. Cependant, nous avons été autorisés à le faire en tant qu'entité indépendante.

14:29 : Nous savons tous que les OSC ne reçoivent aucun financement. Nous nous finançons nous-mêmes, avec nos propres moyens. Et ma présence ici s'inscrit dans le cadre du 20^e anniversaire de la société civile internationale.

14:43 : Cela signifie que nos frais sont couverts par un petit financement provenant du siège. Et c'est pour cette raison que nous avons saisi l'occasion de parler avec les partenaires et de demander si nous pouvions nous exprimer, en affirmant notre droit à la parole comme nous le faisons maintenant. Nous vous remercions d'avoir rendu cela possible.

15:00 : Mais à l'heure actuelle, nous ne savons toujours pas ce qui se passe réellement là-bas. Quand nous avons rédigé ce rapport, nous avons essayé de rassembler des informations, mais nous n'avons rien pu obtenir. Cela veut dire que l'information est effectivement peu claire.

15:15 : Concernant le lagon d'Andrakaraka, y a-t-il des gens qui vivent de cette eau, ou est-elle vraiment polluée comme on le dit ?

15:21 : Certaines personnes en vivent effectivement. J'étais parmi ceux qui ont mis en place le site de QMM dans cette zone en 2022. Comme il y avait un site de recherche, j'ai essayé la pisciculture et l'élevage de tilapias là-bas, à cette époque.

15:38 : Et c'est à ce moment-là que j'ai remarqué qu'il y avait de nombreuses espèces là-bas. À l'époque, j'en estimais plus d'une centaine.

15:48 : Mais aujourd'hui, il n'en reste que deux espèces. Nous parlons d'espèces de poissons.

15:55 : Quelle en serait la raison ? Le problème vient de ce qu'on appelle le test de déversoir, censé séparer l'eau douce de l'eau salée, car l'entreprise a besoin d'eau pour l'extraction.

16:10 : Ils recherchent une eau qui finira par s'infiltrer dans la nappe phréatique. Ils réalisent ce test de déversoir pour éviter de contaminer la nappe phréatique de Fort-Dauphin, afin que, s'ils extraient de l'eau douce, seule de l'eau douce ressorte à Fort-Dauphin.

16:24 : Voilà. Et la diversité biologique s'est appauvrie depuis la fermeture de ce lagon.

16:32 : C'est un problème sérieux. Pour couronner le tout, l'acidification de l'eau a augmenté, ce qui finit par entraîner sa contamination.

16:46 : L'eau est contaminée, pas seulement polluée. Elle dégage une odeur nauséabonde. Une eau polluée peut être inodore, mais cette eau-là est gravement contaminée dans l'ensemble.

16:55 : L'explication de l'entreprise indique qu'un traitement spécial est en cours, et qu'il n'est pas vrai qu'il ne reste que deux espèces.

17:08 : Comme je l'ai dit plus tôt, nous n'obtenons pas d'informations de leur part. Mais d'après la petite enquête que nous avons menée, nous avons vérifié et parlé avec la communauté, qui a également confirmé ce qu'il reste dans l'eau.

17:24 : Donc, oui, je les connais parce que j'y ai fait un stage. Hier, j'ai parlé avec eux car le président de la Fédération des pêcheurs, qui collabore avec eux, était présent. Je lui ai demandé où en était la situation de l'eau, qui ne s'améliore pas.

17:40 : L'entreprise elle-même fournissait auparavant de l'eau potable à la population locale. Mais depuis presque un an — je ne sais pas exactement — ou environ 7 mois maintenant, il n'y a plus vraiment eu cette activité d'approvisionnement en eau.

17:53 : Quelles en sont les conséquences en ce moment ? Beaucoup d'enfants toussent, beaucoup ont des plaies, beaucoup souffrent de diarrhée et d'autres maladies parce qu'ils vivent avec de l'eau contaminée.

18:06 : Outre la question de l'eau abordée dans votre rapport, vous parlez aussi de désespoir — qu'entendez-vous exactement par là ? La population est-elle devenue déçue par rapport à ce qui était initialement attendu ?

18:23 : Dans ce même contexte, vous parlez aussi d'un environnement dégradé, voire d'un lieu gravement endommagé, voire détruit. Quelle est la situation actuellement ?

18:37 : En effet, il y a de la déception, comme nous l'avons mentionné plus tôt. La déception est une réaction normale.

18:43 : Tout d'abord, depuis le début de l'exploitation minière, il existe une redevance, appelée redevance de redistribution.

18:51 : D'après mes calculs simples, j'estime que les redevances de redistribution collectées depuis lors devraient s'élever à 89 millions de dollars.

19:03 : Pourtant, Fort-Dauphin vit avec des coupures de courant et des pénuries d'eau fréquentes la plupart du temps. Où sont passés ces 89 millions de dollars ?

19:16 : De plus, les gens se sentent déçus parce que l'entreprise, dont on attendait qu'elle aide et fournisse des emplois aux jeunes, ne l'a pas fait.

19:33 : En 2023 et 2024, une offre d'emploi a été publiée. Aucun des 800 jeunes locaux ayant soumis leur candidature n'a été embauché. Seules 13 personnes venant d'autres organisations ont été recrutées par l'entreprise.

19:51 : Nous avons alors commencé à militer pour les jeunes, mais l'entreprise n'écoutait toujours pas à l'époque, et la situation a failli tourner en conflit grave.

20:05 : Les gens sont déçus parce que les promesses ne sont pas tenues. Pourquoi en parle-t-on autant ?

20:16 : Vous avez peut-être entendu, de temps en temps, que QMM est en grève.

20:21 : Cela a commencé, non pas en 2020, mais en 2011. Les OSC avaient alors proposé une résolution.

20:30 : Un guichet unique pour les jeunes avait également été mis en place. Mais le problème que nous avons constaté à l'époque, c'était que... et sans en rejeter la faute sur l'entreprise non plus.

20:42 : ... lorsque le guichet unique a été mis en place, les parents n'y ont inscrit que leurs propres enfants et membres de la famille, ce qui a rendu ce guichet unique inefficace.

20:49 : Il faudrait le réorienter et le réactiver à un moment donné. La conséquence, c'est que 800 jeunes sans emploi de notre communauté n'ont pas été acceptés, et c'est la cause de notre déception.

21:05 : Troisièmement, il y a diverses maladies.

21:09 : C'est un problème sérieux.

21:13 : J'ai discuté de statistiques simples avec un médecin local. Je dirais, par exemple, que 60 à 80 % des patients atteints de cancer de l'œil viennent de Fort-Dauphin, mais pas tous les patients atteints de cancer.

21:28 : J'ai été choqué. J'ai appris cela récemment.

21:31 : Et je me suis demandé quelles en étaient les causes. Cela veut dire que Fort-Dauphin est l'une des communes et districts touchés par le cancer.

21:44 : C'est mon point de vue, car il y a des choses qui affectent progressivement la santé des habitants de Fort-Dauphin.

21:55 : Tout d'abord, je veux alerter le gouvernement, et en particulier ce régime de la Refondation, sur le fait que ce problème doit être traité à la racine.

22:10 : Tous les problèmes, mais pas seulement les problèmes de santé, devraient être pris en charge et transformés en développement pour l'entreprise QMM, afin de ne pas freiner le progrès de la région Anosy.

22:24 : Il y a beaucoup de problèmes liés à l'exploitation minière. La communauté locale est souvent marginalisée, et ses droits fréquemment bafoués.

22:36 : Et qu'en est-il des droits fonciers, du droit de vivre librement, et de bien d'autres droits ? Quelle est la situation localement en ce moment ? Comment le respect des droits des communautés locales est-il assuré ?

22:52 : Oui, je m'y suis un peu penché — l'existence de diverses revendications, à travers des grèves. Cela veut dire que...

22:02 : Est-ce que cela a été résolu maintenant ?

23:05 : Ce n'est pas résolu. C'est juste résolu en apparence. Je m'excuse sincèrement de le dire ainsi.

23:13 : Il y a aussi ce qu'on appelle la RSE, bien connue depuis 2024, si je ne me trompe pas.

23:19 : La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est quelque chose de bénéfique pour nous, qui génère 4 millions de dollars par an pour résoudre toutes sortes de problèmes de ce genre.

23:37 : Cependant, nous avons essayé d'entrer et d'analyser l'utilisation de cet argent. Nous n'en avons pas vraiment une idée claire.

23:47 : Souvent, cela va directement à Antananarivo. Un certain pourcentage nous revient. Nous ne pouvons pas l'utiliser aux fins prévues. Nous n'avons aucune preuve exacte de ce à quoi il devrait servir.

23:57 : Et à l'heure actuelle, les propriétaires terriens sont mécontents parce que la réponse qui leur a été donnée n'est pas juridiquement claire.

24:08 : Quant aux grèves, les procédures légales pour les gérer n'étaient pas claires à l'époque, du temps du précédent Président.

24:18 : Et des militaires ont été envoyés d'Antananarivo pour affronter les grévistes.

24:23 : Et lors du dernier — ou de l'avant-dernier incident — deux ou trois personnes sont mortes, si je ne me trompe pas. Je n'y étais pas moi-même, mais j'étais en mission à l'époque.

24:34 : Mais c'est la situation actuelle, et le gouvernement a souvent tendance à protéger l'entreprise, plutôt que la population.

24:44 : Je ne parle pas du gouvernement lui-même, mais des responsables locaux.

24:51 : Concernant la RSE, des rumeurs disent qu'il y aurait des entreprises, dirigées par des responsables locaux, qui y sont activement en activité, mais nous ne pouvons pas dire exactement qui est impliqué.

25:02 : Et nous essayons d'y entrer, d'analyser la situation, de mettre de l'ordre et de l'organisation au sein de cette entreprise.

25:13 : En 2003, nous avons fait une proposition de collaboration, de même en 2023, mais toujours aucune réponse à ce jour.

25:24 : Cependant, toutes les solutions à tous les problèmes dont nous avons parlé sont déjà là, juste ici. Et voici la question qui nous choque : pour qui QMM travaille-t-elle réellement — le gouvernement et ses responsables, ou la population ? Le développement de qui ? Tant de questions sans réponse.

25:40 : C'est pourquoi, dans le préambule de ce rapport, nous avons décidé de commencer par la question : « Une mine d'un milliard de dollars — mais pour qui ? »

25:56 : Parce que, pour nous, en tant qu'OSC, il n'est toujours pas clair où sont passés tous les bénéfices promis, puisqu'il n'y a aucune preuve concrète de leur existence jusqu'à présent.

26:04 : Cela signifie-t-il que vous, en tant que membres des OSC, osez réellement vous exprimer ? Parce que d'après ce que vous venez d'expliquer, vous avez été choqués, vous avez posé des questions et demandé des rapports, mais vous n'en avez reçu aucun.

26:18 : Voulez-vous dire qu'il y a un manque de transparence dans la situation actuelle sur le terrain ? Comment la gouvernance est-elle gérée ? Et qu'en est-il également des choix politiques faits par ceux qui sont au pouvoir ?

26:28 : Dans tout cela, nous parlons du combat pour la transparence. C'est plutôt l'effort, plus que la lutte, pour établir et maintenir la transparence et la redevabilité.

26:41 : D'après la façon dont vous le décrivez, j'ai l'impression que tout ce qui se passe semble complètement flou et presque brouillé pour vous.

26:47 : Exactement. C'est complètement flou.

26:50 : Il y a eu des moments où nous avons vraiment, à plusieurs reprises, essayé de jouer les médiateurs, car le rôle des OSC est précisément de s'attaquer à ce genre de problèmes.

27:00 : Il y a eu un moment où une autre OSC, nommée TKI, est intervenue, à la place de celles sur le terrain, pour résoudre le problème. En effet, nous apprécions le fait qu'ils aient su résoudre ce problème.

27:12 : Mais ils n'ont pas réussi, parce que le problème est revenu.

27:15 : En tant qu'OSC sur place, j'ai aidé cette organisation, TKI, en décrivant et en présentant les bénéfices qui devraient être accordés à la population. Puis, ils m'ont dit : « Puisque vous faites de gros efforts pour nous aider, vous devriez être intégré comme membre du comité qui va être formé. »

27:36 : J'ai donc pris l'initiative d'enquêter et de voir ce qui causait exactement ce désordre.

27:40 : Ensuite, nous, notre équipe et moi-même, nous nous sommes penchés sur l'entreprise, la population et les dirigeants.

27:50 : Quand ils ont découvert que nous commençons à creuser plus profondément, ils m'ont empêché d'être intégré comme membre de ce comité.

27:59 : Cela veut dire qu'il y a des choses peu claires en interne.

28:01 : Alors, quels pourraient être les impacts négatifs de ce manque de transparence et de cette absence de responsabilité politique claire au niveau local ?

28:13 : En conséquence, la population locale ne se rend pas compte de l'ampleur de la situation. Je dirais qu'il pourrait y avoir une éventuelle grève à un moment donné.

28:27 : Mais laissez-moi vous exposer le vrai problème.

28:31 : Il y a une semaine, j'ai entendu dire qu'il y avait 90 % de chances que cette entreprise quitte la zone. C'est la vraie conséquence ; et c'est cette information qui m'a poussé à en discuter avec vous maintenant.

28:49 : Parce que son départ soudain serait un véritable désastre pour la région Anosy.

28:54 : Nous avons essayé d'envoyer des messages WhatsApp et des e-mails à la personne responsable, mais nous n'avons reçu aucune réponse quant à savoir s'ils vont partir ou non.

29:02 : Et je crains qu'une fois Rio Tinto parti, comme dans d'autres pays ou dans des endroits comme la mine de Panguna en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les gens aient dû attendre 35 ans après le départ de Rio Tinto pour obtenir une réponse à leurs plaintes.

29:24 : Je m'inquiète du départ de l'entreprise de Fort-Dauphin ; c'est pourquoi j'expose cette situation ici, devant vous, dirigeants et autorités, qui pouvez aider à résoudre ce problème.

29:35 : Nous devons savoir clairement : vont-ils partir ou non ? Ils devraient régler les nombreux problèmes en suspens à Fort-Dauphin : la propriété foncière (les droits d'usufruit), la situation des pêcheurs, et les questions liées aux joncs, qui sont essentiels aux moyens de subsistance de la population de cette région.

29:54 : Parce que les joncs servent à fabriquer presque tout : des nattes, des chapeaux, et d'autres objets.

29:59 : Nous avons discuté, plus tôt, de savoir si l'entreprise les avait endommagés ou non.

30:04 : Pour votre information, dès que la terre est retournée, elle est automatiquement ruinée.

30:09 : Elle ne retrouve jamais son état d'origine. Ce n'est pas seulement une question de terre, il y a aussi les microbes, de nombreux animaux, qui contribuent tous au terroir et aux caractéristiques du sol.

30:24 : Dans le cas de Madagascar, par exemple, l'appellation « Île rouge » vient du fait d'avoir creusé de nombreuses parcelles de terre et leurs couches.

30:32 : Le cycle du sol, je veux dire précisément la couche du sol, met au moins 200 ans à se rétablir, même si une restauration est réalisée.

30:41 : Et c'est ce que je voulais dire : même avec une restauration, ce n'est pour l'instant qu'un rêve.

30:49 : Globalement, c'est probablement tout ce que je peux dire, en parlant à partir de mes simples connaissances en microbiologie et en couches de sol.

30:57 : Comme le projet n'a pas profité à la population locale, et maintenant que nous sommes sous un gouvernement de refondation, en tant qu'OSC, je crois que, ayant pu produire un rapport comme celui-ci, vous devez avoir des propositions à apporter au changement, en particulier pour les dirigeants actuels du gouvernement.

31:14 : Quel système pensez-vous permettrait de rendre l'exploitation des ressources minérales à Madagascar véritablement réussie, non pas nuisible mais bénéfique pour la population locale ? Parce que... la réalité est que les OSC se lèveront toujours pour dire « Non ! » à l'exploitation des ressources minérales à Madagascar.

31:34 : Ou bien elles se contentent de se lever et de dénoncer les raisons pour lesquelles certaines choses sont inacceptables.

31:40 : Nous sommes actuellement dans une période de refondation nationale, pour permettre au pays de profiter de ses propres ressources. De votre point de vue, quel type de système faudrait-il mettre en place pour parvenir à une amélioration ?

31:53 : En particulier, si l'on prend le cas de Fort-Dauphin.

31:57 : Nous avons tout mentionné dans le rapport, mais pour résumer, je dirais...

32:04 : Tout d'abord, concernant le Code minier n° 23-007 mentionné précédemment, nous remercions ceux qui l'ont rédigé d'avoir mentionné la société civile dans cette loi.

32:22 : Au-delà de cela, si l'on suit véritablement la loi et les dispositions qu'elle contient, il est possible — je le répète, possible — que l'exploitation des ressources minérales à Madagascar se fasse de manière idéale, apportant une transformation qui serait un « paradis ».

32:42 : Mais je constate que le non-respect de la loi et la corruption à haut niveau, entre autres, sont à l'origine de ce problème.

32:51 : Deuxièmement, la Convention d'établissement ne peut pas être révisée avant l'achèvement des 25 ans.

32:59 : Que faudrait-il faire à ce sujet ? Ce gouvernement de refondation devrait au moins faire quelque chose pour rouvrir la discussion et la concertation.

33:09 : L'exploitation de la monazite et la manière dont la population de Fort-Dauphin a été traitée en sont un exemple.

33:15 : Mais pourquoi n'ont-ils pas été incités [à s'en préoccuper] ?

33:19 : Cette situation doit changer. La manière dont les choses ont été faites doit maintenant être corrigée pour instaurer la transparence et sensibiliser la population à la situation réelle.

33:30 : Et travailler ensemble. Ce sont les véritables autorités qui devraient faire cela.

33:35 : Par exemple, certaines ONG étrangères mettent en œuvre leurs activités de RSE sans avoir une véritable compréhension de la situation dans cette région ou cette zone.

33:47 : Certaines, par exemple, fournissent des engrais dont la communauté ne veut même pas.

33:54 : Il y a beaucoup de choses qui doivent changer. Je vois vraiment que les habitants de Fort-Dauphin, et personne d'autre, sont les seuls à connaître au mieux les besoins de Fort-Dauphin.

34:03 : En général, c'est ce que je veux dire concernant ce régime de refondation.

34:07 : Les gens sur le terrain connaissent leur propre situation, et eux seuls peuvent résoudre ce problème.

34:15 : [Voici un rapport de QMM concernant la question de la RSE que vous venez de mentionner.](#)

34:30 : [Concernant l'électricité, ils disent qu'un générateur, capable de produire 16 mégawatts, a déjà été installé.](#)

34:43 : [Ils ont mis en place des mesures d'urgence, et de nombreux projets de subsistance ont véritablement aidé les pêcheurs et soutenu des milliers d'agriculteurs, selon le rapport.](#)

34:56 : [Vous parliez d'engrais qui ne répondent pas aux besoins des agriculteurs.](#)

35:01 : [Alors, est-ce que l'action menée par QMM n'est pas satisfaisante, ou est-ce simplement qu'elle n'est pas appréciée ?](#)

35:09 : Ce n'est ni insatisfaisant ni non apprécié ; ils ne comprennent tout simplement pas les besoins réels de la population de Fort-Dauphin.

35:15 : C'est pourquoi j'ai dit plus tôt que Fort-Dauphin peut lui-même résoudre les problèmes de Fort-Dauphin, sans intervention extérieure.

35:21 : Deuxièmement, j'ai été témoin, lors d'une distribution d'aide, que les pêcheurs, par exemple, revendent immédiatement ce qu'ils reçoivent dès que les autorités sont parties.

35:36 : Cela veut dire qu'ils n'ont pas besoin d'articles comme des glacières, etc. Dès que les autorités les quittent, je dirais que dans les 10 minutes qui suivent la distribution, ils se les partagent déjà entre eux, en disant « je vends celui-ci, tu vendras celui-là ».

35:48 : Je ne dis pas que QMM ne fait rien, mais ils devraient identifier les besoins réels des agriculteurs, car c'est la raison de cette situation.

36:00 : Nous avons en fait des hectares de parc solaire ici. Nous avons aussi environ 19 éoliennes en fonctionnement, là-bas.

36:10 : Mais est-ce vraiment ce que la région souhaite ? C'est là le problème tel que je le vois.

36:18 : [Comment cela devrait-il alors être géré ?](#)

36:20 : Il y a réellement eu une enquête ponctuelle menée localement. Une consultation publique peut être menée, même une seule fois, sans problème, pour instaurer l'ordre dans la région.

36:32 : Beaucoup de choses doivent être reconsidérées depuis la base. Le recrutement, par exemple, en est un exemple réel et simple.

36:45 : Sur le recrutement, la majorité affirme que — environ 80 % — il s'agit de recrutement local.

36:52 : Et l'ancien Président, durant son mandat, avait déclaré que la priorité devait être donnée aux natifs de la région Anosy.

37:00 : Lorsqu'il n'y a pas de natifs disponibles au niveau régional, alors viennent les personnes de notre province ; s'il n'y en a pas dans la province, ce n'est qu'alors qu'on regarde au niveau national.

37:08 : Ce n'est pas la réalité ; des gens viennent de la province, d'une autre région, arrivent à Fort-Dauphin, et obtiennent un certificat de résidence, sans même parler le dialecte antanosy, mais sont acceptés parce qu'ils sont de Fort-Dauphin d'après le document fourni.

37:23 : Ce sont exactement des aspects qui nécessitent un examen attentif. Pour ma part, j'ai souvent proposé à cette région de créer un Comité d'orientation indépendant pour le développement de la région Anosy.

37:38 : Ce Comité serait l'une des solutions efficaces s'il remplit véritablement son rôle.

37:48 : Toutes les principales parties prenantes et le guichet unique en font partie.

37:55 : Ce Comité devrait être correctement organisé ; alors il n'y aurait ni égoïsme ni intérêts personnels. J'y vois aussi une partie de la solution, non seulement pour Fort-Dauphin, mais pour toute la région Anosy.

38:05 : Nous avons abordé beaucoup de points plus tôt, mais le dernier point dont je veux parler est celui de l'environnement.

38:13 : Concernant l'environnement, en ce moment, et même lors de la COP 30 ou ailleurs, le sujet porte sur la lutte contre le changement climatique, et en plus de cela, il y a aussi des impacts négatifs de divers types d'exploitations.

38:30 : Que va-t-il advenir de la région Anosy si cela est laissé sans contrôle ?

38:36 : Et qu'en est-il des efforts déjà entrepris ?

38:39 : Ils disent avoir reboisé des hectares de terre, mené diverses actions concernant l'environnement, etc., mais que se passe-t-il réellement là-bas en ce moment ?

38:47 : Oui, puisque nous parlons de l'environnement : s'il est propre, les gens et tous les êtres vivants qui s'y trouvent sont en bonne santé.

38:59 : Mais dans l'ensemble, d'après mon explication précédente, ce n'est pas aussi propre qu'on pourrait le penser.

39:05 : Le cas de l'eau potable en est un exemple concret.

39:09 : Pour votre information, l'eau gâtée et malodorante mentionnée précédemment est justement l'eau que les gens boivent à Fort-Dauphin.

39:15 : L'entreprise QMM prend également son eau potable sur ce même site. Alors, nous, les habitants de Fort-Dauphin, demandons que cette situation grave soit examinée de près et de toute urgence, car il y a de nombreux cas de maladies gastriques et d'autres maladies là-bas.

39:49 : De plus, l'air que nous respirons mérite aussi qu'on s'y intéresse.

40:05 : Globalement, ce serait là le bilan complet de l'environnement dans lequel nous vivons. J'exhorte les dirigeants du gouvernement à s'y pencher de près, dès maintenant, pour éviter des catastrophes et éviter de finir par se rejeter la faute mutuellement.

40:20 : Mais n'y a-t-il pas déjà une étude d'impact environnemental réalisée ?

40:26 : Il y a une étude d'impact. Il y a des rapports, et un suivi. Mais c'est l'entreprise elle-même qui couvre les frais et paie les indemnités des personnes chargées du suivi.

40:38 : Ce n'est pas pour rejeter la faute sur l'entreprise, mais l'évaluation est réalisée par l'entreprise elle-même.

40:45 : Qui donc délivre les résultats de l'évaluation ?

40:46 : Ces mêmes personnes, elles-mêmes. Nous ne blâmons pas l'entreprise, mais le gouvernement non plus...

40:50 : Eux-mêmes, ils n'admettront pas avoir fait quelque chose de mal.

40:53 : Exact. Si j'avais été une personne clé au sein de l'entreprise, je n'aurais jamais admis « nous avons tué telle ou telle personne ». C'est impossible.

40:59 : Donc, globalement, c'est au gouvernement d'assumer sa responsabilité. Par exemple, en mettant en place un laboratoire local.

41:09 : Puisque nous parlons d'eau. Dans cette zone, un cabinet d'avocats, Leigh Day, a mené une étude simple sur les niveaux de plomb dans l'eau utilisée par la population environnante.

41:23 : Nous parlons de la norme relative au niveau de plomb, qui est de 10 microgrammes par décilitre sur 100. Une norme déjà élevée, mais qui constitue en réalité une limite basse pour la santé.

41:38 : Cela date d'une référence de 2005, mais aujourd'hui, on est déjà à 60-70 microgrammes par décilitre.

41:48 : Cela signifie que le niveau de plomb dans leur eau est 5 à 7 fois supérieur à la norme habituelle.

41:56 : Qu'est-ce qui cause cela ? N'y avait-il pas de plomb avant, et y en a-t-il maintenant ? On ne sait pas clairement si cela vient de l'eau elle-même ou d'autre chose.

42:03 : Et nous avons aussi essayé de mener une analyse, en ce qui concerne le rejet d'eau.

42:11 : Cet événement s'est produit en 2022, mais jusqu'à présent, nous n'avons pas reçu les résultats de l'analyse de l'eau. Cependant, des rumeurs disent que les niveaux de plomb... et les niveaux d'aluminium y sont très élevés.

42:24 : Pour votre information, permettez-moi de vous l'expliquer simplement : l'aluminium se dissout dans un environnement acide.

42:31 : Donc, lorsque nous buvons de l'eau acide, l'aluminium dans notre corps augmente.

42:38 : L'effet le plus simple est que boire cette eau pourrait souvent favoriser le développement de la maladie d'Alzheimer. C'est un effet direct.

42:59 : Cela veut dire que l'environnement nécessite une évaluation rapide. C'est déjà une alerte, et la situation dont nous parlons n'est pas anodine.

43:03 : Concernant les questions sociales, le comité censé être mis en place finit par être largement centré sur lui-même.

43:16 : Ce n'est pas un comité qui accomplira tout correctement ; il change au contraire tout le temps, et cela ne fait qu'attiser les problèmes sociaux déjà intenses dans cette zone.

43:24 : C'est pourquoi, à mon avis, un Comité d'orientation indépendant est véritablement l'une des solutions efficaces pour les problèmes sociaux et la situation.

43:35 : Et sur le plan économique, les dépenses devraient être pleinement examinées.

43:44 : Par exemple, la commune de Fort-Dauphin reçoit une redevance.

43:49 : Si je ne me trompe pas, ils ont reçu une redevance, mais leur dette envers la JIRAMA équivalait à 150 ou 200 millions d'ariary.

43:59 : Seuls 30 % de la redevance sont utilisés pour les dépenses courantes, tandis que les 70 % restants sont alloués au développement des infrastructures.

44:14 : Pourquoi ne pas échanger les montants ? Les infrastructures sont déjà plus ou moins prises en charge par QMM. Cela permettrait à la commune et à la communauté environnante de savoir et de réaliser ce qui peut concrètement être fait.

44:27 : C'est là toute la solution que je peux voir. C'est une gestion conjointe, partant de la base, avec transparence. Ils ne cèdent pas, alors nous demandons simplement, gentiment ; peut-être en discuterai-je à la fin.

44:41 : Ne nous négligez pas, nous, le peuple et les OSC, car beaucoup d'entre nous devraient aussi coopérer avec vous.

44:48 : Nous devons nous soutenir mutuellement pour produire des résultats appropriés et concrets dans cette zone, car c'est une région sacrée et riche en ressources. Merci, Monsieur.

45:00 : En général, le fait est que, par le passé, les OSC n'avaient pas vraiment leur juste place... car cela était perçu comme une entité contraire au développement. Beaucoup d'OSC ont été accusées de cela.

45:15 : On vous qualifie d'« anti-développement » lorsque vous osez pointer du doigt les problèmes vécus sur le terrain, les observer ou agir, jouer les lanceurs d'alerte ou en parler ouvertement dans ce contexte.

45:28 : Dans cette émission, je crois vraiment que certaines personnes pourraient se dire : « La société civile va probablement encore dépendre la situation locale de manière négative. »

45:35 : Certains s'interrogeront sur le but de ce numéro spécial de l'émission *Zo Hiteny*. Dans ce cadre, comment pouvez-vous réellement établir votre juste place ?

45:45 : Quelles responsabilités exactes voulez-vous assumer, afin de ne plus être négligés dans ce contexte ?

45:52 : Merci beaucoup. De manière générale, une véritable société civile, différente d'une société civile à visée commerciale,

46:02 : qui consiste à faire de l'argent pour elle-même. Mais pour la société civile à laquelle nous appartenons, et qui fait partie de la structure nationale, j'ai mentionné plus tôt que nous venions de célébrer le 20^e anniversaire de l'OSC nationale.

46:16 : Et la société civile est celle qui s'efforce continuellement et cherche à profiter à la communauté.

46:24 : Il n'y a pas de place pour l'égoïsme ; tout est question de désintéressement.

46:28 : Notre véritable rôle est d'agir comme médiateur entre la population et le gouvernement.

46:34 : Communiquer avec l'entreprise ne veut pas dire que nous n'y allons pas, mais nous engageons le dialogue.

46:41 : Et nous sommes véritablement en contact et nous communiquons. Mais la dernière fois, une fois que nous avons soulevé nos 21 points concernant les responsabilités non remplies de QMM, ils n'ont plus communiqué avec nous.

46:56 : Et ils cherchent des solutions, en faisant appel à des membres d'OSC véritablement dévoués — des spécialistes des OSC, par exemple : Mme Sahondra RABENARIVO.

47:11 : Une femme que l'entreprise a engagée pour discuter avec nous.

47:16 : Les première et deuxième réunions se sont bien passées. Quand nous avons soulevé nos demandes d'explication sur le problème existant, il n'y a plus eu de troisième réunion jusqu'à présent.

47:28 : C'est là le problème : les processus et les étapes que nous sommes censés suivre en tant qu'OSC se retrouvent toujours entravés d'une manière ou d'une autre.

47:42 : Mais de manière générale, qu'il y ait un blocage ou non, nous continuons d'avancer. Et il est possible que nous devions y regarder de plus près, car la RSE, qui peut à la fois soutenir et développer la zone si elle est correctement mise en œuvre, n'en est encore qu'à ses débuts.

48:00 : Les 89 millions de dollars que j'ai mentionnés précédemment ne suffiraient-ils pas à achever, par exemple, l'infrastructure d'approvisionnement en eau ?

48:09 : Cela ne suffirait-il pas à entretenir correctement les poteaux électriques qui causent fréquemment des coupures à Fort-Dauphin ?

48:16 : Chaque jour, il y a une coupure de courant. Et souvent, l'eau du robinet ne se met à couler que vers minuit. Cet argent n'est-il pas une opportunité pour résoudre le problème de la source d'eau contaminée ?

48:29 : Ce sont 4 millions de dollars par an — à quoi cet argent servirait-il dans la situation actuelle ? Il faut aussi de la coordination, car nous sommes présents sur le terrain pour surveiller en continu ce qui profite réellement à la population de Fort-Dauphin.

48:44 : Et nous devons faire face à la réalité, car nous devons continuer à nous battre, quoi qu'il arrive.

48:51 : Ce mercredi sera le lancement officiel de la concertation nationale.

49:04 : C'est une cérémonie d'ouverture, mais après cela, les événements se poursuivront comme prévu.

49:08 : Cela signifie qu'en tant que plateforme des OSC de la région Anosy, vous avez préparé quelque chose à présenter concernant les réformes en matière d'extraction des ressources minérales.

49:23 : Y a-t-il eu des concertations entre vos groupes d'OSC, afin que vous puissiez apporter votre contribution aux réformes à Madagascar ?

49:38 : Merci beaucoup.

49:39 : Parlons-nous de la réunion de concertation nationale ?

49:42 : (Approuvant)

49:43 : Nous avons commencé mardi dernier. Nous avons dirigé la concertation, avec les anciens tanosy et les chefs de communautés traditionnelles.

49:55 : Nous avons également créé un groupe WhatsApp, avec probablement plus de 200 membres et plusieurs idées, pour partager les informations. Dès que les organisateurs de la concertation nationale arriveront à Fort-Dauphin, nous soumettrons nos propositions.

50:11 : Les OSC au niveau national ont un peu de retard, mais au niveau régional, nous avons déjà commencé.

50:19 : Dès la première discussion, nous nous étions répartis en quatre groupes : questions sociales, environnement, santé, constitution, etc.

50:35 : Et nous partageons nos idées dans notre groupe WhatsApp.

50:41 : Notre atelier de restitution est prévu pour le 13 décembre.

50:46 : Hum ! C'est formidable !

50:49 : Bien, nous avons déjà couvert beaucoup de sujets. Pour terminer, pourriez-vous résumer ou livrer un message fort à retenir, en deux ou trois minutes ?

51:07 : Oui, bien sûr. Merci beaucoup, Harinianja.

51:12 : De manière générale, je ne cesse de répéter que l'Anosy est une région riche. Elle ne devrait pas se contenter de cette exploitation minière peu concluante, en raison des divers paramètres évoqués précédemment. Elle devrait plutôt davantage développer l'écotourisme, le tourisme et la pêche, pour lesquels nous sommes connus, comme les langoustes, les crevettes, les huîtres et d'autres produits locaux.

51:41 : N'oublions pas non plus l'agriculture. Ce sont là les sources de notre avenir, à ce stade.

51:48 : Je dirais donc que, dans le cadre de cette refondation, nous devrions aussi opérer notre propre refondation, afin de pouvoir gérer nous-mêmes nos propres ressources.

51:59 : L'objectif, c'est notre coopération collective. Évitions la corruption, la haine, et travaillons ensemble pour développer notre région.

52:09 : Notre région est déjà la troisième région la plus pauvre du pays.

52:16 : Alors, relevons le défi qu'en deux, trois ou dix ans, notre région figure parmi les trois régions les plus développées de Madagascar.

52:31 : Et pour nous tous, espérons que cette refondation nous apporte des bénéfices, afin que les Malgaches soient véritablement propriétaires de Madagascar.

52:40 : C'est probablement ainsi que je conclurai.

52:41 : Très bien. Merci beaucoup, Monsieur MASIMANA GAHIDI MARENJAKA. Vous êtes l'une des personnalités connues de la région Anosy, en matière de plaider sur diverses questions, en tant que membre de la société civile.

53:03 : Merci beaucoup d'être venu dans l'émission *Zo Hiteny*. C'est formidable que l'émission touche déjà des gens de différentes régions, et commence à écouter des voix venues de tout le pays. Des efforts sont faits pour appeler et inviter des personnes d'autres régions qui viennent à Antananarivo, afin de partager les réalités avec les citoyens malgaches.

53:26 : Merci beaucoup d'avoir été notre invité, et un grand merci à tous ceux, chez eux, qui ont suivi l'émission jusqu'au bout.

53:32 : À bientôt jeudi. Au revoir !

53:40 : *Musique de clôture de l'émission*

54:03 : *Fin*